

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

65 chemin du Moulin Carron
69570 Dardilly

Références : DREAL/UBD40-64/D2025_
Code AIOT : 0005201831

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement EDILIANS implanté 251 route de Pontonx Lieu-dit Sourbé 40380 Saint-Geours-d'Auribat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- 251 route de Pontonx Lieu-dit Sourbé 40380 Saint-Geours-d'Auribat
- Code AIOT : 0005201831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDILIANS est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral du PR/DAGR/1995/n° 414 du 16/08/1995 modifié, une usine de fabrication de tuiles et accessoires en terre cuite sur le territoire de la commune de Saint-Geours-d'Auribat.

Cette activité est associée à une installation de préparation des argiles et marnes (d'une puissance totale de 965 kW) et à l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux (d'une surface de 46 150 m²). L'installation produit une gamme de tuiles à emboîtement et de tuiles de type « canal ». La quantité annuelle de tuiles produites est de l'ordre de 120 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
4	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 5.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des émissions sonores	AP Complémentaire du 21/01/2016, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement	AP Complémentaire du 07/11/2019, article 6	Sans objet
3	Surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 9.3	Sans objet
5	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 11.2	Sans objet
			Sans objet
7	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 19.1	Sans objet
8	Contrôle des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 19.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant ait mis en place de lourds investissements (environ 130k€) dans l'amélioration des installations de traitements des effluents depuis 2021, l'inspection constate des teneurs en composés dans les gaz rejetés à l'atmosphère toujours supérieures aux valeurs limites d'émissions réglementaires, notamment concernant les poussières totales et l'acide fluorhydrique gazeux (HF gazeux). L'exploitant doit transmettre un plan d'actions afin d'apporter les corrections nécessaires au respect des seuils des tableaux précités et retourner à une situation normale et stabilisée des émissions.

L'exploitant doit procéder à un contrôle des niveaux sonores de ses installations, le dernier contrôle réalisé datant de plus de 3 ans.

De plus, l'exploitant doit procéder au nettoyage des bassins de confinement ainsi que de leurs abords.

Les autres constats n'appellent pas d'observations particulières de la part de l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2019, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Récolement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder, au récolement du présent arrêté complémentaire réglementant ses installations, dans un délai d'un an à compter de sa notification. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Il doit prendre en compte les prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou déclaration visées à l'article 1er du présent arrêté. Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le bâtiment avec couverture photovoltaïque, objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/11/2019, est en cours de construction. Il devrait être opérationnel courant de l'année 2026. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission du récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire suscité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer par un organisme agréé une mesure du débit rejeté et des teneurs des composés dans les gaz rejetés à l'atmosphère, selon les méthodes normalisées en vigueur.
Les frais inhérents aux prélèvements et analyses demandés au présent article sont à la charge de l'exploitant.
Les mesures seront effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.
Toutes les mesures sont pratiquées sur les séchoirs et sur les fours des 3 unités de production SGA 50, SGA51 et SGA 52 (ou lors de la reprise de production pour l'unité de production SGA52 actuellement arrêtée).
Le contenu minimum de ce programme est le suivant [...]
[...] En cas de dépassement des flux constatés dans les tableaux 13.1.1 et 13.1.2, l'exploitant met en place un plan d'actions (analyses complémentaires ponctuelles, réglages, contrôles des terres...) afin d'apporter les corrections nécessaires au respect des seuils des tableaux précités et retourner à une situation normale et stabilisée des émissions.
Les résultats de ce plan d'actions sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées [...]

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que l'unité de production SGA52, démunie de dispositif d'épuration, est à l'arrêt depuis 2012.
L'analyse des résultats sur les contrôles des rejets menés en 2023, 2024 et 2025 permettent à l'inspection des installations classées de constater les non-conformités suivantes :

Année	Semestre	Unité	Appareil	Paramètre	V.L.E	Moyenne mesurée
2023	S1	SGA51	Four	HF gazeux	5 mg/m3n	14,32 mg/m³
	S2					14,71 mg/m³
2024	S1	SGA50	Séchoir	COV non méthaniques	20 mg d'éq.C/m³	23,89 mg d'éq.C/m³
		SGA51	Four	HF gazeux	5 mg/m³	15,71 mg/m³
	SGA50	Poussières totales		20 mg/m³	61,28 mg/m³	
		HF gazeux		5 mg/m³	79,20 mg/m³	
	S2	SGA51		Poussières totales	20 mg/m³	29,92 mg/m³
			HF gazeux	5 mg/m³	12,01 mg/m³	

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les dispositifs d'épuration sont en cours de contrôle et de nettoyage dans le but de remettre en conformité les installations, photographies des opérations de contrôle et de nettoyage à l'appui de sa déclaration. La quantité de granulés calcaires servant au prétraitement des émissions gazeuses a également été adapté en ce sens, complétant d'importants travaux menés depuis l'été 2021 sur les installations de traitement des effluents (environ 130 k€).
Les analyses menées au premier semestre 2025 montrent la conformité des rejets des séchoirs des deux unités et du four associé à l'unité SGA50.
Les analyses du premier semestre 2025 sur les rejets du four associé à l'unité SGA51 n'ont pas été transmises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission d'un plan d'actions afin d'apporter les corrections nécessaires au respect des seuils des tableaux précités et retourner à une situation normale et stabilisée des émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance de la qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Une fois tous les trois ans, l'exploitant fait réaliser des analyses sur les rejets des eaux pluviales de l'établissement. À cet effet, il sera réalisé en période de pluie, un échantillon représentatif de l'écoulement. Les déterminations porteront sur les paramètres listés dans le tableau de l'article 7.
Constats : Le rapport d'analyse du 29/03/2024 sur le prélèvement réalisé le 18/03/2024 au niveau du rejet du bassin de confinement indique que : <ul style="list-style-type: none">• la dernière analyse sur les rejets des eaux pluviales de l'établissement date bien de moins de 3 ans ;• l'ensemble des paramètres prescrits sont bien analysés ;• l'ensemble des mesures respectent les valeurs limites de rejet prescrites dans le tableau de l'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ainsi que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 200 m ³ . Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou à son obturation doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Constats : L'inspection des installations classées constate : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'espèces végétales aquatiques dans les bassins de confinement ;• la nécessité d'opérer des travaux d'entretien de la végétation aux abords des bassins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder au nettoyage des bassins de confinement ainsi que de leurs abords.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées et convenablement nettoyées ;• les véhicules sortants de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;• les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;• des écrans de végétation doivent être prévus.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées. Aucun dépôt de poussière ou de boue n'a été observé sur les voies de circulation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2016, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser, dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'épurateur, une campagne de contrôle de bruit destinée à vérifier la conformité de l'impact sonore de l'établissement modifié au niveau des zones à émergence réglementée potentiellement les plus exposées et en limite de propriété. Cette mesure est effectuée par une personne ou un organisme qualifié. Par la suite, la mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la fréquence des mesures est annuelle ;• si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;• si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent [...]
Constats : Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé en mai 2022. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les contrôles de mesures sont à réaliser tous les 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à un nouveau contrôle des niveaux sonores et de transmettre les résultats du contrôle à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours. Le chef d'établissement peut demander aux services départementaux d'incendie et de secours leur participation à cet exercice.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que la prochaine journée de sensibilisation à la sécurité aura lieu en 2026. La dernière journée de sensibilisation à la sécurité s'est tenue en juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 19.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement.
Constats : La dernière vérification périodique des extincteurs a été réalisée en juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite